

Partis de gauche, syndicats, ONG

Leurs solutions pour une vraie relance

(dans l'Humanité du 25 août 2020)

L'heure de la relance, éditorial par Maud Vergnol

Un plan de relance sans politique de relance. Voilà ce qu'aurait dû présenter aujourd'hui le gouvernement, avant de repousser l'échéance à la semaine prochaine. Qu'à cela ne tienne, la gauche et les - vraies - forces vives du pays, elles, sont prêtes face à l'urgence absolue de redéployer l'économie dans une toute nouvelle direction, en partant des besoins de la population. Car en cette rentrée, la France est proche du ravin. Comme dans de nombreux pays, la pluie de licenciements qui tombent chaque semaine annonce un gros orage social. La faim fait son grand retour dans les quartiers les plus populaires. Face à de tels défis, le roman de la « mondialisation heureuse » a beau s'être irrémédiablement écorné devant le spectacle des pénuries et du chacun pour sa peau, Emmanuel Macron choisit pourtant de ne rien changer. Comme si le krach sanitaire n'avait pas fait la démonstration implacable des impasses de la globalisation financière. Derrière les chiffres clinquants, le gouvernement s'apprête à nous resservir le plat frelaté des aides publiques sans la moindre contrepartie sociale ou environnementale, qui permettront aux grandes entreprises de se goinfrer d'argent public tout en licenciant et baissant les salaires, tandis que TPE et PME seront condamnées à baisser le rideau.

Ce triste scénario n'a pourtant rien d'inéluctable. Mieux, cette crise pourrait ouvrir une nouvelle page si l'État prenait la main pour mener à bien de grands chantiers de transformation sociale et écologique. Culture, transports, énergie, qualité et partage du travail... les idées ne manquent pas, comme nous le démontrons aujourd'hui dans nos colonnes, pour ouvrir une nouvelle ère qui place l'humain et la planète au cœur de tous les choix. C'est cette démonstration-là que doivent impérativement faire les forces de gauche si elles veulent parvenir au pouvoir. Face au piège de 2022, il est grand temps qu'elles se dotent, avec les syndicats, ONG et associations, d'un outil commun pour impulser cette dynamique politique positive dont les Français ont tant besoin. La Fête de l'Humanité, qui se tiendra « autrement » les 11, 12 et 13 septembre, compte bien y contribuer.

Crise économique.

Face au plan Macron, les six priorités d'une relance rouge et verte

Le gouvernement a reporté la présentation de son plan à 100 milliards, mais n'a pas l'intention de modifier son cap. Pourtant, la crise sanitaire a prouvé que sa politique conduit dans le mur et les propositions ne manquent pas pour ouvrir un autre chemin.

« *L e p lan de relance est prêt.* » Après l'annonce de dernière minute du report de sa présentation initialement prévue ce mardi, Bruno Le Maire a assuré le service après-vente lundi matin. Le ministre de l'Économie a tenté sur RTL de convaincre : « *Que les mesures soient annoncées la semaine prochaine, dans dix jours ou dans quinze jours, ou qu'elles soient annoncées maintenant ne change rien.* » Le gouvernement met « *au même niveau l'urgence économique et l'urgence sanitaire* », annonce-t-il. Pour preuve, la rentrée médiatique du premier ministre programmée mercredi matin a été confirmée, histoire de garder la main sur le tempo et de détailler les mesures sanitaires. Si le délai supplémentaire décidé par l'Élysée et Matignon relève du détail pour le locataire de Bercy, c'est que – loin des engagements d'Emmanuel Macron sur un « *jour d'après (qui) ne sera pas un retour au jour d'avant* » – la crise sanitaire, économique et sociale n'a rien modifié des orientations en vigueur depuis 2017. « *Il y a un principe absolu : nous n'augmenterons aucun impôt* », a ainsi martelé lundi Bruno Le Maire, qui en a fait son mantra. Outre l'engagement de maintenir la suppression de la taxe d'habitation pour tous les Français, même les plus aisés, d'ici à 2023, le ministre a ainsi confirmé que le plan de relance de 100 milliards d'euros mise sur de nouveaux cadeaux fiscaux sans contrepartie aux contribuables les plus fortunés et aux entreprises. Un « *logiciel périmé* », a dénoncé l'insoumis Adrien Quatennens. Une critique que le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, veut, de son côté, donner à voir concrètement en se rendant ce mardi aux côtés des salariés de Verallia, à Cognac, où des emplois sont menacés alors que 100 millions d'euros de dividendes ont été versés. Sur le plan environnemental, le compte n'y est pas non plus, estiment les formations de gauche comme les ONG et les syndicats. L'exécutif a eu beau vanter durant l'été une relance verte, les 30 milliards d'euros consacrés à la transition écologique sont loin de suffire. Pourtant, à l'heure de la rentrée politique et sociale, les propositions fourmillent pour une relance de progrès. De l'emploi à la culture en passant par les services publics, *l'Humanité* passe en revue ces mesures rouges et vertes que l'exécutif veut ignorer.

Julia Hamlaoui

1 - Services publics, un moyen de lutter contre le chômage

Absent du plan de relance, le secteur public avait pourtant servi d'amortisseur durant la crise économique de 2008.

Les services publics s'annoncent comme les grands oubliés du plan de relance du gouvernement. En 2008, ils avaient pourtant contribué à absorber une partie des effets de la crise économique. Depuis, la présence des services publics de l'emploi, postaux, des écoles ou encore des hôpitaux de proximité n'a cessé de perdre du terrain sur le territoire. Dans ces différents secteurs, la pénurie de fonctionnaires est partout criante. « *Il faudrait des budgets à la hauteur du monde de demain, déplore Baptiste Talbot, coordinateur de la CGT fonction publique, mais aussi un plan de transformation de la fonction publique, qui joue un rôle central dans cette période. C'est un facteur de stabilité pour le pays. Il faut des investissements dans la santé, augmenter les moyens de contrôle, comme à l'inspection du travail ou dans la lutte contre la fraude fiscale, construire plus de logements sociaux...* »

Considérés comme un poste de coût par le gouvernement, l'ouverture de postes de fonctionnaire, la réduction de la précarité ou encore une hausse de la rémunération auraient

surtout un effet vertueux pour l'économie. *« Recruter des milliers d'agents serait une solution pour améliorer l'implantation des services publics mais aussi un vecteur pour lutter contre le chômage »*, rappelle Baptiste Talbot. Après dix ans de gel du point d'indice, une hausse minimale de 1 % engendrerait certes un coût de 2 milliards mais générerait en contrepartie 500 millions d'euros de cotisations sociales, selon la CGT.

La relance du Conseil national des services publics (instance de concertation) permettrait également d'évaluer au plus près les besoins de la population. Plébiscités par les Français pendant la pandémie, les personnels hospitaliers n'auront pourtant pas bénéficié d'un Ségur de la santé à la hauteur des enjeux : seuls 7 500 recrutements ont été concédés et 4 000 lits rendus disponibles en cas de besoin. Laurent Laporte, secrétaire de l'Union fédérale des médecins, ingénieurs, cadres, techniciens (UFMICT), estime *« qu'il faudrait recruter 100 000 personnes dans les hôpitaux et 200 000 dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) afin d'avoir un personnel par résident. Il faudrait aussi créer des Ehpad médicalisés pour faciliter la prise en charge sur place et éviter le passage aux urgences. Mais on a déjà du mal à recruter aujourd'hui, donc il faut aussi une revalorisation des rémunérations et augmenter le nombre de médecins, infirmiers, aides-soignants en formation... »*. Dans les faits, un changement total de paradigme s'impose, avec en tête de pont un hôpital accessible à tous. *« Nous devons revenir aux fondamentaux de ce qu'était le système il y a 40-50 ans, avant les dérives budgétaires, poursuit-il. Supprimer le lean management (chasse aux coûts - NDLR), la tarification à l'activité (T2A). Il faut y réfléchir ensemble, en incluant tous les métiers de l'hôpital et notamment les femmes de ménage. Dans cette démarche de simplification des décisions, les agences régionales de santé (ARS) sont aussi vouées à disparaître. »*

Cécile Rousseau

2 - Transports

Le fret ferroviaire, l'alternative au tout-routier

Pour les cheminots, l'État doit impulser un changement de modèle de transports et déclarer Fret SNCF d'utilité publique.

À Valenton (Val-de-Marne) fin juillet, Jean Castex se livrait à une déclaration d'amour au fret ferroviaire. *« C'est un sujet majeur. Nous devons investir »*, déclarait alors le premier ministre, évoquant des mesures comme *« la gratuité des péages ferroviaires jusqu'à fin 2020 et leur réduction de moitié pour 2021 »* ou *« le développement des autoroutes ferroviaires »*.

L'exécutif parle de début de *« reconquête du fret »*, les syndicats, eux, demeurent dubitatifs. De 17 % en 2000, la part du transport de marchandises par le fer n'est plus que de 9,5 % aujourd'hui, dont 5 % seulement assurés par Fret SNCF, rappelle la CGT cheminots. Autant dire que les *« quelques millions d'euros »* mis sur la table sont *« bien insuffisants pour réparer les méfaits des politiques destructrices »*, renchérit SUD rail.

Symboliques du désengagement des pouvoirs publics, la mise au rebut du train des primeurs (ligne Perpignan-Rungis), la fermeture de la liaison Saint-Bel-Courzieu en 2019 et les menaces sur la ligne Volvic-Mont-Dore, représentent à elles seules 46 000 camions

supplémentaires sur les routes chaque année. Quant aux autoroutes ferroviaires, ces « corridors longue distance pour lesquels l'infrastructure est fiabilisée et les sillons existent déjà », note la CGT, elles « ne permettent d'extraire environ que 120 000 semi-remorques par an de nos routes quand des dizaines de millions les parcourent chaque année ».

Déclarer le fret ferroviaire d'utilité publique, revenir à une SNCF publique, unique et intégrée, faire payer la route à son juste prix en prenant en compte ses externalités négatives (congestion routière, accident, gaz à effet de serre, sécurité), sont autant de pistes avancées par la CGT. De son côté, SUD rail réaffirme l'urgence d'un « moratoire sur les fermetures d'infrastructures dédiées au fret » et plaide pour « un plan de développement sur plusieurs années ». Une voie d'avenir que l'Autriche ou l'Allemagne ont, elles, choisi d'emprunter.
Marion. d'Alard.

3 - Travail

Créer de l'emploi, oui, mais de qualité

La relance ne doit pas servir le capital, mais tendre vers le partage de l'activité et des rémunérations justes.

Le plan de relance du gouvernement ressasse les mêmes recettes qui ont échoué depuis des décennies : « libérer le capital », « baisser le coût du travail ». « On ne peut pas résoudre les problèmes avec l'une des causes de la crise », tranche l'économiste et syndicaliste Nasser Mansouri. Pour lui, la fiscalité des entreprises comme les aides qui leur sont dévolues peuvent être des outils, « mais pas de façon indifférenciée. Il faut oser la conditionnalité », assure-t-il. Car le risque de valoriser toujours plus le capital en cette période de crise économique est que la situation, qu'il ne s'agit pas de minimiser, serve de prétexte à faire peur, à pousser les salariés comme les demandeurs d'emploi à accepter des sacrifices : baisse de salaires, hausse du temps de travail, contrats précaires et autres reculs sociaux mis en musique par les accords de performance collective si prisés du patronat.

« Face aux exigences de notre temps – la transition écologique et énergétique, les nouvelles technologies... –, les besoins de qualification et de formation augmentent, c'est un enjeu permanent, explique Nasser Mansouri. Mais le salaire doit suivre. À l'inverse, on assiste à un déclassement surtout visible chez les jeunes diplômés, payés comme des non-qualifiés. » L'économiste propose également de repenser les rémunérations selon l'utilité sociale de l'emploi. Un déséquilibre que la crise sanitaire a mis en exergue comme jamais. « Les métiers les plus utiles sont bien moins payés que les actionnaires ou financiers », poursuit le cégétiste, qui pose aussi la question d'un salaire maximum. « De la même manière qu'on doit lutter contre les inégalités de salaires entre femmes et hommes, on peut aussi le faire entre les postes d'une même entreprise », explique-t-il.

« Le partage du travail, c'est regarder vers l'avenir »

La baisse globale du temps de travail constitue une solution pour relancer l'emploi. « Le partage du travail, c'est regarder vers l'avenir, à l'inverse de l'idéologie libérale, qui considère les travailleurs soit comme paresseux, soit comme trop exigeants », assure Nasser Mansouri. Le syndicaliste insiste également sur la nécessité d'instaurer de la démocratie en entreprise, qui offrirait aux salariés, organisés, un pouvoir de décision. « Qui d'autres que les

travailleurs seraient mieux placés pour décider des choix d'investissements productifs, de formations, et même des besoins d'aides publiques, afin que celles-ci ne finissent pas dans la poche des actionnaires ? »

Emplois stables, hausse de salaires – et non des primes à discrétion de la direction – et partage du travail, voilà qui aurait aussi le mérite de dégager les ressources nécessaires au financement de la protection sociale.

Pierric Marrisal.

4 - CULTURE

Redonner toute leur place aux arts

Syndicats et organisations professionnelles du spectacle, du cinéma et de la musique font des propositions pour une reprise durable.

Alors que l'annonce du plan de relance est repoussée, mais que des précisions sont chaque jour apportées dans de nombreux secteurs économiques, les acteurs du monde de la culture s'inquiètent du silence qui règne quant à leur domaine, parmi les plus impactés par la crise sanitaire. La majorité des festivals s'est vue contrainte à l'annulation et, selon une étude du ministère de la Culture, le spectacle vivant aurait perdu quelque 3 milliards d'euros de recettes, tandis que les cinémas voyaient s'envoler les deux tiers de leurs spectateurs... Aurélie Bordier, déléguée générale de l'Acid (Association du cinéma indépendant pour sa diffusion), réclame, comme l'ensemble de la filière, qu'« *une partie des 370 millions du CNC, ponctionnés régulièrement par Bercy, soient récupérés pour pouvoir tenir. Sinon, certaines salles vont fermer, des distributeurs vont faire faillite* », assure-t-elle.

Le secrétaire général de la CGT spectacle, Denis Gravouil, n'a toujours pas été reçu par la ministre Roselyne Bachelot, laquelle a préféré faire le tour des patrons du spectacle vivant privé et des gros industriels de la musique. « *On pensait rouvrir à la rentrée, dit-il. Mais là, on semble s'acheminer vers un durcissement des mesures sanitaires. Comment éviter que ce deuxième coup ne soit fatal à l'emploi des permanents, des intermittents, des auteurs ?* » Pour lui, il est « *urgent d'avoir un plan d'accompagnement triennal de la crise car le budget de la culture ne se joue pas sur du court terme* ». Il souhaite un soutien fléché vers les petites entreprises de service public et l'audiovisuel public. Cela permettrait d'encourager la filière et de donner confiance au public.

Il relève que, au passage, « *est revenu sur la table le partage de valeur des œuvres diffusées sur Internet, l'occasion que les Gafa soient mis à contribution, que la directive sur le droit d'auteur ne soit plus défavorable aux artistes...* ».

Le sort des musiciens est tout aussi préoccupant : Philippe Gautier, secrétaire général du syndicat CGT de ce secteur, réclame un refinancement du service public. Cela concerne les opéras, ensembles symphoniques, salles conventionnées ou de musiques actuelles. Il demande aussi que l'aide au privé se poursuive mais qu'elle bénéficie autant aux petites salles associatives qu'à celles de grande jauge, comme les Arena ou les Zénith.

Enfin, il demande une aide à l'emploi artistique proportionnelle au nombre d'artistes sur scène, qui permettrait de ne pas se limiter à des productions pauvres, au rabais.

Magali Jauffret.

5 - Réindustrialisation

Produire et consommer local

Rebâtir l'outil industriel passera par une reprise en main publique de pans entiers de l'économie.

Avec la crise, l'idée d'une « planification » industrielle a retrouvé ses lettres de noblesse, même si l'exécutif se contente pour l'instant de la brandir comme un slogan. À gauche comme chez les syndicats, tout le monde est convaincu de la nécessité de rebâtir notre industrie, laminée par trente ans de néolibéralisme : depuis 1980, sa part dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie a fondu de moitié et environ 1,5 million d'emplois ont été détruits.

« Redresser l'industrie, c'est redresser l'économie, souligne Marie-Claire Cailletaud, secrétaire fédérale à la CGT. Un emploi industriel représente entre trois et quatre emplois induits. Il faudra commencer par les trois grands secteurs stratégiques indispensables au pays : télécoms, énergie et transports, c'est-à-dire ces industries en réseau démantelées par l'Union européenne depuis des années. » La syndicaliste milite pour une « reprise en main publique » de ces secteurs, mais qui ne saurait se confondre avec les nationalisations d'antan : *« Il n'est pas question d'une étatisation, mais d'une appropriation sociale. Ce ne sera pas à l'État de gérer ces industries tout seul, mais à un ensemble d'acteurs – représentants de salariés, associations de citoyens, collectivités... – qui devront agir de manière démocratique. »*

Des décennies de libre-échange libéral débridé

Cette reconstruction ne pourra se faire sans un rapprochement des lieux de production des espaces de consommation : des décennies de libre-échange libéral débridé ont conduit à l'éclatement des chaînes de valeur et contribué au réchauffement de la planète. *« La réindustrialisation de nos territoires est une nécessité pour lutter à la fois contre le changement climatique, la mise en concurrence internationale des salariés et le dumping social et environnemental pratiqué par certains pays »*, note Europe Écologie-les Verts (EELV).

« Le monde d'après doit passer par une remise en question des technologies de production et des finalités productives, estime l'économiste Mireille Bruyère, membre du conseil scientifique d'Attac. Reprendre la main, c'est produire des biens industriels en circuits courts, permettre aux entreprises sur le territoire de produire des biens destinés aux ménages sur le territoire. Une véritable politique industrielle ne peut se cantonner à nationaliser des industries ou taxer les firmes multinationales du numérique. Elle doit s'atteler à la reconstruction de filières industrielles complètes. »

6 - Sortir des énergies fossiles

Investir dans la filière bas carbone, tel est le vrai plan de relance à financer en urgence face à la crise sanitaire et climatique.

C'est maintenant ou jamais. Il reste dix ans pour agir, avertissent les scientifiques et les experts du Giec. Enrayer le réchauffement climatique nécessite une baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre (GES). Moins 7 % tous les ans à partir de 2020 pour ne pas dépasser la barre des + 2 °C, rappelle le climatologue Christophe Cassou. Toutes les ONG ainsi que les instances en charge du climat, comme le Haut Conseil sur le climat (HCC) ou la convention citoyenne, exhortent le gouvernement à placer la transition écologique et l'égalité sociale au cœur de la relance. « *C'est la condition pour renforcer notre résilience aux risques sanitaires et climatiques* », indique le rapport spécial sortie de crise du HCC « Climat, santé : mieux prévenir, mieux guérir », remis en avril au gouvernement. Il lui recommande d'investir dans les infrastructures bas carbone et dans la reconversion.

Cela veut dire commencer par désinvestir les secteurs polluants et déjà, au minimum, conditionner les aides publiques aux secteurs aérien et automobile : baisse de l'empreinte carbone, programmes de reconversion écologique et sociale et interdiction de redistribuer les dividendes. Autant de pistes qui figurent dans le manifeste d'Attac pour une relocalisation écologique et solidaire, qui préfigure le pacte rouge et vert de la coalition « Plus jamais ça » avec la CGT, Solidaires, Oxfam, Greenpeace et la Confédération paysanne.

Le Réseau action climat (RAC) propose d'orienter en priorité les financements sur une hausse de l'objectif de réduction des émissions de GES pour 2030 et d'en exclure, suivant le principe européen do no harm (« ne pas nuire »), tous ceux qui ont un impact néfaste pour le climat ou l'environnement. Le RAC estime insuffisants les 30 milliards du plan gouvernemental et chiffre, dans son « plan de relance vert et solidaire », à 43,4 milliards d'euros sur deux ans les besoins pour une transition écologique et juste, hors industrie et agriculture.

Maintenir l'activité, sauver l'emploi et réduire les émissions de CO₂, c'est possible. À Cordemais, entre Nantes et Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), un projet de reconversion attend de trouver sa place dans le plan de relance. C'est ce qu'ont demandé le 12 août dernier les salariés de la centrale à charbon EDF et leur intersyndicale dans une lettre aux ministres de l'Économie et de la Transition écologique. Ils portent depuis cinq ans le projet Ecocombust, une centrale à biomasse en circuit court. À la clé, des émissions de CO₂ réduites par cinq, 350 emplois sauvés et une centaine créés.